

HAMAS ET FATAH DANS LEUR RIVALITÉ MÉDIATIQUE

Jean-François Legrain

L'Harmattan | *Confluences Méditerranée*

2009/2 - N°69
pages 75 à 86

ISSN 1148-2664

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2009-2-page-75.htm>

Pour citer cet article :

Legrain Jean-François, « Hamas et Fatah dans leur rivalité médiatique »,
Confluences Méditerranée, 2009/2 N°69, p. 75-86. DOI : 10.3917/come.069.0075

Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

© L'Harmattan. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Jean-François Legrain

Chercheur CNRS/GREMMO (Maison de l'Orient et de la Méditerranée-Lyon).

Hamas et Fatah dans leur rivalité médiatique

Les évolutions interpalestiniennes sont pour le moins chaotiques. Qui plus est, elles expriment un profond besoin de la part des acteurs de la scène politique de s'imposer à la plus grande part possible de la population palestinienne. Or ces stratégies développées dans un esprit de rivalité mènent à un effet inattendu : alors que le Fatah peine à investir utilement les techniques modernes de communication, le Hamas paraît quant à lui s'en sortir d'une manière très efficace.

La prise de contrôle de l'OLP par Yasser Arafat à la fin des années 1960 et son maintien au pouvoir alors même que la libération nationale, son objectif affiché, n'était pas atteint, ont témoigné de sa capacité à juguler les forces centrifuges de la société palestinienne. Dans la foulée de sa disparition en novembre 2004, les violences armées ont rythmé le quotidien des Palestiniens. Dans la mesure où aucune solution politique à l'occupation n'était entrevue à court terme, le scrutin législatif de janvier 2006 a clairement montré la volonté de l'électorat que soit mis fin à une dynamique dans laquelle corruption et anarchie risquaient à tout moment de basculer dans la guerre civile.

Cependant, en empêchant le Hamas, qui était le vainqueur de ces élections, d'exercer son mandat, le Président de l'Autorité palestinienne (AP), Mahmoud Abbas, le Fatah, Israël et la communauté internationale ont contribué à transformer la débâcle sécuritaire en

une guerre civile bipolaire entre Hamas et Fatah, dont les prémices se sont manifestées dès l'été 2006. Un an plus tard, le refus de toute cohabitation institutionnelle a mené certains éléments du Fatah à préparer avec les États-Unis un putsch contre le gouvernement issu de la victoire du Hamas. La veille de son exécution programmée, le 14 juin 2007, les forces régulières du ministère de l'Intérieur et irrégulières du Hamas (Brigades Ezzedin al-Qassam) sont passées à l'offensive et ont pris le contrôle des QG de l'ensemble des forces de sécurité liées à la Présidence et au Fatah dans la bande de Gaza.

La division territoriale entre Cisjordanie et bande de Gaza, scellée depuis une quinzaine d'années par les mesures de l'occupation israélienne, se double dorénavant d'une division institutionnelle et politique entre les deux territoires. L'ancien cabinet d'union nationale dirigé par Ismaïl Haniyya, réduit à ses seuls ministres Hamas, contrôle la bande de Gaza quand un cabinet d'urgence, dirigé par Salam Fayyad, ancien représentant du Fonds monétaire international en Palestine, contrôle la Cisjordanie.

A la recherche d'un instrument objectif de mesure des médias

La guerre Hamas-Fatah menée sur le terrain jusqu'à l'été 2007 et la rivalité institutionnelle des cabinets qui a suivi ont été accompagnées d'une guerre des médias mobilisant radios, télévisions et écrits du papier et de l'Internet. Dans ce domaine, le problème du chercheur confronté au cas palestinien est l'absence d'instrument indépendant de mesure de la diffusion et de l'audience de chacun des médias.

Le Palestinian Central Bureau of Statistics (PCBS) (pcbs.gov.ps), en dépit des tensions palestiniennes, a su assurer sa survie en tant qu'organisme officiel unifié et fiable, mais ses études en matière de médias n'abordent que l'équipement des ménages et ignorent les questions d'audience. Ses chiffres les plus récents (*Current Status Report on Information & Communications Technology*, 2007), par ailleurs, sont basés sur des données récoltées en 2006, soit une éternité, tant le rythme du développement et de la diversification des NTIC est rapide.

Les données fournies par certains sondeurs, comme le Palestinian Center for Policy and Survey Research (PSR) de Ramallah (pcpsr.org) ou le Jerusalem Media and Communication Centre (JMCC) (jmcc.org), ont l'avantage d'être régulièrement mises à jour. Mais il est difficile de leur porter crédit. En l'absence de données indépendantes sur

la diffusion et l'audience des médias, en effet, un sondeur, aussi honnête soit-il, est incapable d'appliquer les règles de redressement des distorsions « naturelles » des réponses données à ses questions, règles d'autant plus nécessaires quand on sait combien il peut être risqué en Cisjordanie d'avouer aujourd'hui à un sondeur regarder al-Aqsa TV ou Palestine TV depuis Gaza.

L'ampleur de la place de la télévision, et tout particulièrement de la télévision satellitaire, dans la sphère des médias en Palestine ne fait cependant aucun doute. Selon le PCBS, 95,3 % des foyers possédaient en 2006 un téléviseur et ils étaient dotés d'une parabole pour 80,4 % d'entre eux. A la même date, 32,8 % des foyers avaient un ordinateur personnel et 15,9 % bénéficiaient d'un accès à l'internet, le web étant utilisé de façon générale par 18,1 % de l'ensemble de la population des plus de 10 ans. Par ailleurs, 53,9 % des Palestiniens ne lisaient jamais la presse écrite et seuls 11,5 % la lisaient régulièrement.

Dans ce contexte de données incertaines, seul l'Internet bénéficie de certains instruments de mesure relativement distanciés. Le décryptage du Top 100 des sites consultés depuis les « Territoires palestiniens » réalisé par Alexa.com (calculé le 5 février 2009¹) apparaît dès lors comme une base intéressante quoique limitée pour esquisser un bilan des stratégies de communication mises en œuvre par les deux grands pôles de la vie sociale et politique palestinienne.

Sur les 100 sites les plus visités, 20 peuvent être qualifiés de « palestiniens » : la moitié relève, d'une façon ou d'une autre, de la presse et de l'information, quand 6 autres procèdent de la connaissance universitaire (dont 1 forum) ; 9 peuvent être qualifiés de « politiques » (dont 3 forums). 20 des 100 sites appartiennent à la catégorie du divertissement (dont 6 pornographiques, témoin d'une utilisation du web jamais avouée dans les sondages !), 7 (dont 6 palestiniens) procèdent de la connaissance universitaire, 13 (dont 10 palestiniens) offrent de l'information, 6 sont des moteurs de recherche et 11 sont plus ou moins techniques (informatique, téléphonie, publicités automatiques). Les 43 sites restants relèvent de la sociabilité et de ses réseaux (forums, blogs, partage de fichiers, portails divers).

Les élections législatives de 2006 avaient mis en évidence une scène politique bicéphale. Cependant, si les principales organisations de l'OLP étaient bien parties prenantes du scrutin, le Mouvement du Jihad islamique en Palestine (MJIP) l'avait boycotté. Trois ans plus tard, les pratiques de l'Internet, en termes d'intérêt porté aux organisations (consulter un site ne signifie évidemment pas faire allégeance à ses pro-

ducteurs), confirment partiellement cette situation. Le Hamas y inscrit sa prépondérance (avec 5 sites sur les 100, situés aux 10^e, 38^e, 43^e, 68^e et 96^e rangs) suivi par le Fatah (3/100, 14^e, 22^e et 41^e). Les organisations membres de l'OLP autres que le Fatah sont absentes du devant de la scène de l'Internet, le Front populaire (pflp.ps) se situant au 372^e rang, le Parti du Peuple (palpeople.org) au 2 920^e et le Front démocratique (alhourriah.org) au 7 511^e, de même que les nouvelles formations partisans, comme la *Mubâdara* de Mustafâ Barghûti (almubadara.org), située au 8 600^e rang. Les pratiques de l'Internet, en revanche, soulignent l'importance de l'audience du MJIP, dont un site (paltoday.com) figure parmi le Top 100 (58^e).

La pratique palestinienne de l'Internet montre par ailleurs une marginalisation totale des appareils de communication officiels du Fatah au profit des forums d'expression de ses militants. Aucun des nombreux sites de ses instances dirigeantes ne figure ainsi dans le Top 100. Son site institutionnel le mieux placé (fateh.net, une adresse du bureau de la Mobilisation plus ou moins abandonnée !) ne se situe qu'au 1 327^e rang ; viennent ensuite les forums des forces de sécurité (p11f.com, 2 154^e), de la Chabîba, l'organisation de jeunesse (fatehyouth.ps, 2 195^e), et du bureau des Affaires de la pensée et des études (fateh.ps 3 527^e), puis le site du département Média du bureau de la Mobilisation (fatehorg.ps 8 027^e). La fréquentation des sites institutionnels de ses plus hautes instances, hébergés par l'OLP (olp.ps) comme par l'AP (gov.ps), bureau de la Mobilisation (fateh.plo.ps) et bureau des Relations extérieures (fatehfrc.gov.ps), ne peut même pas être calculée car trop faible pour être fiable.

L'Agence officielle palestinienne de presse (wafa.ps), sous le contrôle de la présidence, ne se situe elle-même qu'au 166^e rang des sites visités, quand la jeune agence indépendante Maannews (maannews.net) rafle la 6^e place. La consultation des sites des télévisions, même si la voie « normale » de réception est la parabole et non l'ordinateur, montre la marginalisation globale des canaux palestiniens, et tout particulièrement de Palestine TV, la télévision officielle de l'OLP (psctv.com au 3 943^e rang ; aqsatv.ps de Hamas au 180^e rang) alors que les télévisions satellitaires panarabes l'emportent (aljazeera.net au 12^e rang, alarabiya.net au 70^e et MBC au 83^e), sans doute à cause de la richesse de leur contenu éditorial écrit (l'absence sur Alexa de données concernant le site de la télévision du Hezbollah, al-manar.com.lb, reste un mystère).

Le Hamas, en revanche, échappe à la marginalisation de ses appareils centraux. C'est le forum du mouvement, certes, qui emporte la

meilleure place (paldf.net 10^e), suivi de Paltimes (paltimes.net 38^e), l'un de ses sites d'actualités engagés. Mais le site du Centre palestinien d'information (palestine-info.info, bien que refusant d'être qualifié d'officiel, fait *de facto* office de porte-parole du mouvement, mêlant communiqués, actualités et études) se situe au 43^e rang, suivi au 68^e rang du site officiel des Brigades Ezzedin al-Qassam (dont le forum almoltaqa.ps apparaît au 96^e rang).

Le Top 100 montre, par ailleurs, l'absence totale parmi ses rangs des sites officiels de l'Autorité, qu'il s'agisse du site de la présidence de l'OLP et de l'Autorité comme de ceux des cabinets Haniyya et Fayyad. Il met en évidence, en revanche, l'intérêt porté aux formes les plus engagées dans la « guerre » électronique ouverte entre Hamas et Fatah. Côté Fatah, en effet, le mieux classé des sites est celui de la Palestine Press News Agency (palpress.ps 14^e), créée à Gaza en août 2004 pour servir les intérêts de Muhammad Dahlan, l'ancien chef des forces de Sécurité préventives dans la Bande, et qui est l'une des plus actives dans la dénonciation des « crimes du Hamas ». La Kofia Press (kofiapress.com) figure au 41^e rang. Créée à Ramallah en avril 2007 et dotée d'un bureau au Caire, l'agence fait figurer dans ses buts celui de « démasquer les pratiques des milices du Hamas et l'imposture de leurs cadres ». Une dizaine d'autres sites de la même veine ont vu le jour tandis que certains sites plus anciens ont créé des rubriques consacrées à la même dénonciation, les sites institutionnels centraux manifestant une certaine retenue en la matière. Aucun, cependant, n'est parvenu à retenir l'attention en Palestine.

Côté Hamas, le premier site visité est le forum du mouvement (paldf.net, 10^e), mais juste après lui figure le Pal Times (paltimes.net, 38^e). Créé à Gaza en juillet 2006 pour dénoncer la corruption des dirigeants du Fatah, il comporte une rubrique consacrée aux « agressions menées contre le mouvement Hamas en Cisjordanie de la part des services de sécurité et des hommes en armes du mouvement du Fatah ». En novembre 2006, un autre site avait été créé, Palestine Live (livep.ps), dont bon nombre de pages étaient consacrées à la dénonciation des violences dont « se rend responsable l'aile putschiste du Fatah » ; le site a disparu en janvier 2008 (le Al-Bayan Media Centre, dont le site albian.ps est lancé à Gaza fin janvier 2008, en est peut-être l'héritier sous une forme moins virulente).

Les luttes pour le monopole dans les médias

La production comme la consommation des médias en Palestine sont demeurées dépendantes de la situation d'une population massivement mobilisée autour des idées de libération nationale. L'audience de chacun des médias a donc été traditionnellement politique et organisationnelle : politique au sens où des médias ou des journalistes pouvaient être traités de « collaborateurs », organisationnelle dans la mesure où chacun se revendiquait ouvertement de tel ou tel autre mouvement. La mise en place des structures de l'autonomie en 1994 a néanmoins permis d'ouvrir une période durant laquelle certains organes ont pu échapper à cette matrice engagée, au nom soit d'une professionnalisation de la presse – en témoigne l'émergence de certaines agences plutôt orientées vers les télévisions comme Maan (maannews.net) ou Ramattan (ramattan.net) –, soit d'une quête enfin légitime du simple divertissement, parenthèse portée par les progrès techniques, la possibilité de créer des radios ou des télévisions locales, la démocratisation de l'internet et la multiplication des sites dits « de sociabilité ».

Au lendemain de la victoire législative du Hamas, le contrôle des médias constitua un impératif pour la partie perdante, présidence et Fatah. Sans même attendre la constitution d'un cabinet, et alors même que des négociations étaient menées sur une participation du Fatah et des autres forces nationalistes au gouvernement, le Président Abbas s'assura la mainmise sur les médias officiels. Par décrets présidentiels, il abrogea toutes les dispositions prises en 2005 dans le cadre de la « réforme » qui avaient alors attribué au ministère de l'Information des compétences jusqu'alors du ressort de la présidence du CEOLP ou de la présidence de l'AP. L'agence nationale de presse Wafa (wafa.ps), le State Information Service (sis.gov.ps), qui englobe le Palestine National Information Center (pnic.gov.ps), l'International Press Center (ipc.gov.ps) et l'Electronic library (library.sis.gov.ps), la Palestinian Broadcasting Co. (PBC) (pbc.gov.ps) (avec la radio La voix de la Palestine) et la Palestinian Satellite Channel (psctv.net) retournèrent dans le giron présidentiel. Le CEOLP, à travers son chargé de l'Information Yasser Abd Rabbuh, contrôle par ailleurs le Palestine Media Center (palestine-pmc) (en janvier 2009, le même Abd Rabbuh, l'une des personnalités les plus radicalement opposées au Hamas, était également nommé par M. Abbas à la présidence de la PBC).

Parmi les trois quotidiens palestiniens, tous de Cisjordanie, seul le plus diffusé d'entre eux, *al-Quds* (alquds.com), installé à Jérusalem, conservait une certaine indépendance. Les deux autres diffusés depuis Ramallah, *al-Ayyâm* (al-ayyam.com) et *al-Hayât al-Jadîda* (alhayat-j.com), sans directement relever juridiquement de l'Autorité d'autonomie ou de l'OLP, dépendaient *de facto* de la présidence.

Les négociations pour un cabinet d'union ayant échoué, le gouvernement de mars 2006, constitué exclusivement de membres ou de proches du Hamas, s'est ainsi retrouvé quasiment privé de toute capacité de communication, à l'exception des sites Internet des différents ministères (qui peinaient à se trouver un auditoire). Dans ce contexte, et comme première réponse, le nouveau Premier ministre, Ismaïl Haniyya, ne manqua pas d'utiliser sa fonction de *khatîb* dans l'une des mosquées de Gaza pour prononcer chaque semaine un prêche éminemment politique.

L'exacerbation des tensions avec le Fatah, en dépit de la brève parenthèse du cabinet d'union nationale (mars-juin 2007), n'a fait que renforcer le volontarisme du Hamas de se doter d'un appareil médiatique le plus diversifié et le plus efficace possible, dans un contexte de marginalisation active tant au niveau local que régional et international.

Dans le domaine de la presse écrite basée à l'intérieur des Territoires palestiniens, le Hamas ne disposait pour relais que d'*al-Risâla* (alresalah.info) dont Ghazi Hamad, porte-parole d'Ismaïl Haniyya, avait longtemps été le rédacteur-en-chef. Fondé à Gaza en 1997, cet hebdomadaire est officiellement le porte-parole du Parti du Salut (*Khalâs*) national islamique en Palestine, dont la création en 1995 avait été instrumentalisée par le Hamas dans la perspective de son éventuelle participation indirecte à la vie politique institutionnelle de l'Autonomie. Le Hamas décidait donc en 2006 d'accompagner la création, depuis Gaza, d'un nouveau quotidien : *Filastîn* (felasteen.ps), qui vit le jour le 3 mai 2007. Le 5 mars 2009, le ministère de l'Information lançait lui-même le numéro zéro d'un futur second quotidien gazaoui, officiel celui-là, *al-Râyy*.

La division territoriale et administrative issue de la mise en échec du putsch fatahoui en juin 2007 a débouché sur des politiques quasi identiques de part et d'autre, chacune visant à assurer à son camp le monopole le plus large possible dans le domaine de l'information. Quant à Gaza, le Hamas et le cabinet Haniyya y fermaient d'autorité l'ensemble des radios et télévisions du Fatah et, plus largement, des différentes

organisations de l'OLP. Le Fatah et le cabinet Fayyad faisaient pour leur part de même en Cisjordanie avec les médias hamasaouis. Tandis que *Filastîn* et *al-Risâla* se voyaient interdire en Cisjordanie, *al-Ayyâm* et *al-Hayât al-Jadîda* ne pouvaient plus être diffusés à Gaza. Les journalistes eux-mêmes, selon leurs appartenances politiques, faisaient l'objet de menaces, de mesures d'intimidation, voire même d'arrestations. La présidence palestinienne et le cabinet Fayyad s'en prenaient dans le même temps à al-Jazeera. Accusée de véhiculer des positions favorables au Hamas, accusations partagées par le gouvernement israélien, la chaîne qatarie voyait périodiquement ses bureaux de Cisjordanie menacés de fermeture et ses journalistes interdits d'audience présidentielle².

Mener une analyse systématique du contenu de chaque organe d'information concerné par la rivalité Hamas-Fatah était bien évidemment impossible³. Les différents sondages menés suggèrent, par ailleurs, qu'une telle recherche présente un intérêt limité tant le vocabulaire utilisé par les uns et les autres témoigne d'un parfait effet miroir : les « milices sanglantes », les « putschistes », les « nazis », désignent tour à tour le Fatah ou le Hamas. Dans cette quête lexicographique quelque peu fastidieuse, une seule originalité lourde de sens surgit : le manquement du *takfîr* (anathématisation, excommunication) à l'encontre du Hamas par des proches de Muhammad Dahlan (palpress.ps) décidés à priver le Hamas – dont l'identité palestinienne est passée sous silence – de sa qualité de mouvement musulman sunnite et à offrir aux forces de sécurité toute latitude religieuse pour éliminer physiquement ses membres⁴.

La stratégie médiatique de chacun

Le Hamas ou le développement planifié

Le Hamas n'a pas attendu son entrée active sur la scène politique institutionnelle pour mettre en place un dispositif médias planifié et hautement intégré. Au départ, les conditions de l'occupation l'avaient contraint à développer sa machine de communication à l'extérieur des Territoires palestiniens, une situation qui s'est poursuivie même avec la mise en place de l'autonomie. Dans le domaine de la presse écrite, seul média qui lui était alors accessible, le Hamas a profité des journaux et revues des Frères musulmans, tout particulièrement de Jordanie, et a rapidement fait du mensuel de langue arabe *Filastîn Al-Muslima* (fm-m.com) son porte-parole officieux. *Filastîn al-Muslima* avait été fondé en 1980 à Manchester par l'Union islamique de la jeunesse palestinienne au

Royaume-Uni et en Irlande ; il a ensuite été publié à Londres. En langue anglaise, le Hamas a pu bénéficier du *Palestine Times* (ptimes.org), fondé en 1991 et publié à Leeds dans un premier temps, puis à Londres. Mais le Hamas doit le développement spectaculaire de sa présence dans les médias à sa maîtrise de la technologie de l'Internet dès la popularisation de ce nouveau média. Nizâr al-Husayn, résidant à Beyrouth, dirige l'ensemble du dispositif Internet du Hamas à l'extérieur, un dispositif que le mouvement s'est toujours refusé à qualifier « d'officiel ». Créé en décembre 1997, le site du Palestine Information Center (PIC) (palestine-info.info) constitue le pivot de l'ensemble. En mars 2009, le site mère est décliné en arabe, anglais, français, malaisien, russe, urdu, turc et persan, dans une grande autonomie accordée à chacun des sites. En 2002, Nizâr al-Husayn diversifiait le dispositif en adjoignant aux sites d'information écrite existants un site destiné aux enfants (al-fateh.net) et un autre doté de fichiers son et d'images (palestinegallery.com). Désireux de répondre aux nouveaux besoins des internautes intéressés par le partage en ligne de vidéos, ce dernier laisse place en octobre 2008 au tout nouvel AqsaTube (aqsatube.com), copié sur le célèbre YouTube. Désactivé quasi immédiatement par son hébergeur français, il renaît sous le nom de PaluTube (palutube.com).

A l'intérieur même des Territoires palestiniens, le Hamas lançait la construction d'un réseau médiatique à partir de 2003 sous la responsabilité de Fathî Hammâd⁵, élu en 2006 sur la liste du Hamas au Conseil législatif. La création à Gaza en juin 2003 de la radio al-Aqsa Voice (alaqsavoice.ps), dirigée par Râ'id Abû Dayr, a constitué la première étape de la mise en œuvre de ce plan médias⁶. Dans la perspective de se doter d'une télévision, cœur du dispositif dont le modèle était celui des télévisions al-Jazeera et al-Manar (du Hezbollah), Hammâd crée en 2004 la société Al-Ribat Communications and Artistic Production, dédiée dans un premier temps à la production de cassettes et de vidéos d'hymnes islamiques diffusées à travers un solide réseau de vidéoclubs. Les employés de la société bénéficient alors d'une formation aux métiers de l'audiovisuel qui leur permet, fin 2005, de lancer depuis Gaza une télévision hertzienne expérimentale. Dirigée par Râ'id Abû Dayr, Mar'iyat al-Aqsa émet à partir du 8 janvier 2006 quelques heures chaque jour afin de populariser les candidats et le programme du mouvement à l'occasion des élections législatives du 24 janvier. Faute de permis officiel, le procureur général ordonne sa fermeture quelques jours avant la tenue des élections, un ordre semble-t-il sans effet. Le 15 octobre 2006, enfin, le Hamas lance sa TV satellitaire, d'abord sous

le nom de Sirâj al-Aqsâ TV, puis sous celui d'al-Aqsa Satellite Channel (aqsatv.ps). Via Al-Aqsa Network for Media and Artistic Production, la nouvelle télévision utilise dans un premier temps les services d'ArabSat, du fait du refus du gouvernement égyptien de la laisser utiliser Nilesat, refus qui sera levé en janvier 2007⁷. Le réseau renforce ensuite sa force de frappe en créant en janvier 2007 la Shehab News Agency (shehab.ps) dirigée par Suhaib Shehada, neveu de Salâh Chahâda, l'un des fondateurs de l'aile militaire du Hamas. En novembre 2007, Hammâd lance la construction de la cité Asda' (asdaa.ps) ; destinée à produire des films et dirigée par 'Abd al-Salâm Nasr, la cité est située sur le territoire de l'ancienne colonie israélienne Neve Dekalim à Khân Yûnis. En mars 2008, enfin, le réseau créait un Al Aqsa Center for Training and Media Development (aqsacenter.ps).

Le Fatah ou l'accumulation désorganisée

Face à cette machine médiatique sophistiquée, le Fatah fait pâle figure, en dépit, semble-t-il, d'aides européennes, avec des sites Internet nombreux mais non coordonnés, au contenu jamais systématisé ni régulièrement mis à jour, et une télévision nationale détournée vers ses intérêts mais boudée par le public.

La création d'un site Internet institutionnel par le Fatah avait été relativement précoce, avec la mise en ligne dès 1997 (fateh.org) d'un site géré par le bureau de la Mobilisation. Le mouvement a cependant perdu par la suite de sa dynamique en la matière, en se contentant d'entretenir jusqu'en 2003 ce seul site devenu techniquement obsolète avant même de se retirer du net durant plusieurs années. Le Fatah, à l'instar de la plupart des autres organisations de la sphère nationaliste palestinienne, affichait ainsi à cette époque un retard technique et de communication face à une partie islamiste extrêmement dynamique et au fait des développements techniques les plus récents. Après un souci d'internationalisation avec l'utilisation de langues autres que l'arabe (en l'occurrence l'anglais) dans la continuité de ses pratiques des années 1960-1970, le Fatah s'est également replié sur la seule langue arabe pendant plusieurs années.

En 2009, le bureau de la Mobilisation dispose d'un site officiel central (fatehorg.ps). Certains de ses propres départements disposent également de sites propres comme le National Institute for Cadres Training (fatah-training.org) et le Centre Palestinien de Formation et de Développement à travers le Palestine Portal (.palestineportal.com), le Comité des Unions et des Syndicats (fateh-unions.ps) et la *Chabîba*

(fatehyouth.ps et fatehyouth.org). La galaxie de ces sites est censée être organisée par le Fateh Media Group, l'un des départements du bureau. Le bureau des Relations Etrangères dispose lui aussi d'un site officiel central (fatehfrc.gov.ps) (arabe, anglais) et de plusieurs sites adjacents. Destinés à toucher un public en diverses langues, ces sites témoignent du maintien de la confusion institutionnelle entre le Fatah et l'AP et l'OLP : si les sites en français et en chinois sont bien propres au mouvement (fatehcre.org), le site en allemand (palaestina.org) est celui de la délégation générale de Palestine en Allemagne et le site en espagnol (embajadapalestina.cl), celui de l'ambassade de Palestine au Chili. Le bureau des Affaires de la pensée et des études anime également un site propre (fateh.ps).

A noter enfin que, pour faire face aux nouveaux défis, le Conseil révolutionnaire adoptait en février 2009 un projet de développement d'une télévision satellitaire propre au Fatah, confiée à Nabil 'Amrû, son « monsieur média ».

Conclusion

Le bilan de ces dix années de démocratisation de l'Internet en Palestine, avec un retard dû aux problèmes techniques de gestion de l'alphabet arabe, met en évidence la présence dorénavant sur le web de la quasi-totalité des médias d'information (même si la majorité de leurs sites demeure la simple reproduction de leur version matérielle traditionnelle). La plupart des forces politiques d'importance ont elles aussi investi le net. La comparaison entre les sites de la mouvance du Hamas et ceux de celle du Fatah suggère un fossé, tant en matière de qualité rédactionnelle que de développement et de niveau d'audience. Cette disparité, pour le chercheur, peut être interprétée en termes politiques : le Fatah, dépourvu de ligne politique claire et consensuelle depuis longtemps déjà, ainsi que de leadership représentatif et d'assurance quant à son avenir en dépit du soutien international dont il dispose, se montre incapable à travers ses institutions de répondre aux défis du web et de l'information en général. A l'inverse, sûr de ses positions construites dans une culture du consensus idéologique et politique, et confiant dans sa capacité à répondre à sa mission d'encadrement d'une société privée d'une libération inéluctable même si la date de sa réalisation ne peut être précisée, le Hamas franchit toutes les étapes de la construction d'un dispositif médiatique structuré, performant et en continue amélioration. ■

Notes

1. Une comparaison avec le Top 100 effectuée 15 jours puis un mois plus tard montre que, si globalement les sites d'information avaient été moins visités au fur et à mesure que la guerre de Gaza s'éloignait, l'ordre de visite des sites ne connaissait pas de profonds changements.
2. Lire, par exemple, Intelligence and Terrorism Information Center at the Center for Special Studies (C.S.S), *A fierce confrontation is being waged by Hamas and Fatah for control of the Palestinian media and for news coverage from the Gaza Strip and Judea and Samaria*, 30 août 2007 ; Nicola Nasser, « Palestinian Propaganda. Prize for Israel », *countercurrents.org*, 19 septembre 2007. L'hostilité affichée à l'encontre du Hamas et la complaisance envers le Fatah rendent problématique la lecture des rapports de Reporters sans frontières.
3. De telles enquêtes sont néanmoins parfois menées sur un secteur d'information ou une période donnée. Lire les différents rapports de la Media Monitoring Unit de Miftah (Palestinian Initiative for the Promotion of Global Dialogue and Democracy) et KESHEV (The Centre for the Protection of Democracy in Israel) (miftah.org).
4. Pour plus de détails lire Jean-François Legrain, « L'impasse politique et institutionnelle palestinienne », *Critique Internationale*, documents numériques n° 36, juillet-septembre 2007 (http://www.ceri-sciences-po.org/publica/critique/36/ci36_legrain.pdf).
5. *Al-Charq al-Awsat*, 25 novembre 2007.
6. Le projet de création durant l'été 2007 d'une « radio de la résistance islamique depuis la Palestine » (*Idhâ'at al-Muqâwama al-Islâmiyya min Filastîn*) (<http://www.palir.net/>) par ce qui s'apparente à la mouvance la plus radicale du mouvement n'a jamais débouché et son site, en février 2008, n'accueille qu'un forum.
7. Au printemps 2008, Fathi Hammâd projette d'accroître l'audience de la télévision en utilisant le satellite européen Hotbird, qui dépend d'Eutelsat dont le bureau est à Paris ; l'opération fonctionne à peine 24 heures en janvier 2009, interrompue sur ordre du Conseil supérieur de l'audiovisuel français.